

L'impact de la crise économique mondiale sur les femmes des Îles du Pacifique: un aperçu*

Karanina Sumeo¹

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

Préambule

Cette série d'articles intitulée *L'impact de la crise sur les droits des femmes*, publiée par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), expose les perspectives sous-régionales sur les impacts de la crise économique actuelle sur les droits des femmes. Ces analyses ont été développées par des spécialistes et des activistes des droits des femmes afin de promouvoir des débats sur les décisions prises en réaction à cette crise. La série présente également des études en profondeur (une analyse interrégionale, une étude portant sur le nouveau scénario mondial, et une étude des réponses à la crise depuis une perspective féministe).

Cette série d'analyses constitue une ébauche qui a pour but de contribuer à l'identification des défis, des réactions potentielles et de faire des propositions depuis la perspective des droits des femmes. Ces articles se basent sur différentes réalités et impacts que la crise a dans diverses régions du monde. Les analyses ont également pour but de contribuer à promouvoir des réactions face à la crise qui prennent en compte l'égalité des genres et les droits des femmes et de promouvoir une transformation intégrale du système international afin qu'il soit plus inclusif et démocratique. Différentes régions soulèvent des préoccupations semblables, ce qui reflète des défis communs en ce qui concerne les droits des femmes de par le monde.

La crise actuelle est une crise systémique, composée de plusieurs crises enchevêtrées: la récession économique mondiale, la crise du changement climatique, la crise des prix des aliments, et la crise énergétique. Toutes ces composantes contribuent à augmenter la pauvreté

* Original en anglais.

¹ Karanina habite à Aotearoa en Nouvelle-Zélande, elle détient des qualifications tertiaires dans le domaine de la chimie, de la politique sociale, du travail social et elle étudie maintenant à temps partiel pour obtenir son doctorat en politique publique à l'Université des technologies de Auckland.

et l'inégalité dans différentes parties du monde, sans oublier les impacts du VIH. D'autre part, les traditionnelles relations de pouvoir entre acteurs internationaux sont en plein changement, les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), ou « pays à revenu intermédiaire » assument la grande partie du pouvoir (le Brésil et la Chine sont devenus des créanciers des États-Unis, des investisseurs importants du Fonds Monétaire International et tous les deux détiennent l'une des plus importantes sources de réserve du monde). La situation actuelle, qui est le résultat d'un système capitaliste de libre marché agressif développé durant la dernière décennie, demande une remise en question des modèles de développement dominants ainsi que des solutions considérées alternatives.

La crise n'est pas nouvelle pour la plupart des pays en développement, ceux-ci ont dû faire face à des crises dans les années 70, 80, 90 et au début des années 2000. Par contre, la crise actuelle a atteint des proportions mondiales lorsqu'elle a affecté les économies hégémoniques et leur rôle à l'échelle mondiale. Elle a également mis en évidence l'interconnexion entre les diverses réalités auxquelles font face les pays au sein de la mondialisation.

La crise systémique impose un défi de taille aux gouvernements, aux donateurs et à tous les acteurs et actrices du développement ainsi qu'aux activistes et aux décideurs qui doivent réinventer le système à long terme et réduire les impacts négatifs à court et à moyen terme. C'est pourquoi, comme plusieurs le préconisent, la crise représente également une opportunité historique de faire preuve d'audace et de créativité pour ainsi tenter de réparer les torts qu'a causé le système néolibéral. Puisque la crise est maintenant le moteur qui influence de nombreux choix liés au développement (de la dimension locale à la globale), et qu'elle va déterminer les approches sur le développement durant les années à venir, le rôle des femmes et l'égalité des genres en tant qu'objectifs centraux ne doivent plus être négligés. Non seulement parce que les femmes sont parmi les plus lourdement touchées par les impacts de cette crise, mais également parce qu'elles constituent des acteurs clé du développement dans la plupart des communautés de la planète, par leur légitimité et parce qu'elles occupent une position vitale qui leur permet de proposer des approches efficaces dans le but d'atténuer les impacts de la crise, pour promouvoir le respect des droits humains, la soutenabilité environnementale et les engagements pour le développement au niveau mondial.

Pour la préparation à la Conférence de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (New York, du 24 au 26 juin 2009), le *Women's Working Group on Financing for Development* (WWG) a fait part des inquiétudes au sujet des impacts de la crise sur les droits des femmes², et a été très actif et engagé dans la promotion du rôle central de l'ONU en tant qu'institution légitime pour délibérer sur la crise depuis une approche multilatérale réellement inclusive.³

² Voir l'énoncé: *The G20 committed to save the global economy at the cost of women*, 17 novembre 2008, 11e forum international de AWID à [http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/(language)/eng-GB)

³ *Women's Working Group on Financing for Development*, énoncé provenant de la deuxième consultation des femmes tenue par WWG on FfD à New York du 24 au 26 avril 2009 à <http://www.awid.org/eng/About-AWID/AWID-News/A-call-for-structural-sustainable-gender-equitable-and-rights-based-responses-to-the-global-financial-and-economic-crisis>



Les solutions proposées par les mêmes acteurs qui ont causé la débâcle financière et économique sont inacceptables. Elles doivent être le résultat de processus où les gouvernements et la société civile puissent s'engager dans des dialogues enrichissants qui rendent la prise de décision plus adéquate aux besoins des personnes et plus respectueuse vis-à-vis des droits humains. La société civile et les gouvernements de tous les pays, dont ceux en développement, devraient être les acteurs centraux de ce processus de discussion sur la politique mondiale. Les espaces multilatéraux au sein de l'ONU sont les plus égalitaires et inclusifs du système international; ce sont aussi les seuls espaces de prise de décision qui assurent la participation des pays en développement et des acteurs provenant de la société civile.

Elles doivent s'appuyer sur des analyses qui permettent de déterminer l'influence des tendances sur les communautés et leur impact sur les femmes, ainsi que les différents territoires et groupes sociaux. Les réussites du développement social des deux dernières décennies, aussi limitées soient-elles sont actuellement en péril si l'essentiel des solutions face à la crise est uniquement porté sur la croissance de l'économie et un retour aux anciennes pratiques telles qu'on les connaît. C'est pourquoi les engagements face à la crise envers les droits des femmes et l'égalité des genres pris par les gouvernements et autres acteurs comme la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la plateforme d'action de Pékin en 1995 et les Objectifs du Millénaire pour le Développement doivent être remis en question.

C'est dans cet esprit que les auteurs des articles de cette série ont accepté le défi d'étudier les réponses aux questions suivantes:

- Considérant la diversité des situations dans lesquelles vivent les femmes, quels sont leurs principaux défis dans votre sous-région dans le contexte de la crise actuelle?
- Pouvez-vous identifier des actions concrètes ou initiatives (réactions à la crise) qui ont déjà connu des répercussions négatives et/ou positives sur la vie des femmes?
- Est-ce que les groupes de femmes de votre région font face à une discrimination croissante en lien direct ou indirect avec la crise financière?
- Si les mesures de stimulation n'incluent pas la perspective des droits humains et de l'égalité, existe-t-il des alternatives permettant de réformer ces mesures afin de les inclure?
- Si les gouvernements ou organismes régionaux n'ont toujours pas mis en place des mesures de stimulation ou des interventions concrètes face à la crise : quel sera selon vous l'impact de la non-confrontation de la crise à moyen terme au niveau national et régional?
- Quels sont les potentiels impacts prévus pour les femmes de votre région dans le contexte d'une récession mondiale? Quelles sont les plus grandes faiblesses de la région en rapport avec la crise économique?
- La Commission Stiglitz de l'ONU⁴ et le G-20 essaient d'identifier les initiatives internationales qui ont pour but de réduire l'impact de la crise sur le développement. Croyez-vous que ces initiatives mondiales prennent en considération les défis auxquels les femmes sont confrontées?
- Quelles sont les façons d'aider les femmes de votre région face à la crise?

⁴ Voir l'énoncé de *Women's Working Group on Financing for Development Statements* sur la Commission Stiglitz à [http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/(language)/eng-GB) et les recommandations Stiglitz à <http://www.un-ngls.org/spip.php?page=cfr>

L'analyse des réponses à la crise requiert une nouvelle compréhension du rôle de l'État et de comment ce nouveau rôle affecte les femmes, en particulier par le biais de l'actuelle crise de l'économie de soins, (en relation avec le rôle clé de reproduction que jouent les femmes soutenant ainsi le système économique actuel à leur propre péril), mais également par rapport au risque qu'encourt le travail décent. Lorsque le rôle de l'État était réduit, une quantité de fonctions sociales, comme la santé, les soins aux enfants et l'éducation, étaient assurées par les femmes, habituellement ceci venait s'ajouter à leur travail rémunéré. Par conséquent, les femmes ont assumé les conséquences de la réduction de l'État, de façon disproportionnée, en particulier parce qu'elles assurent l'accomplissement de droits économiques et sociaux (tels que l'hébergement, la santé et l'éducation).⁵

Si une nouvelle ère post néolibérale est en train d'émerger, le nouveau système international devrait se construire sur la base des expériences communautaires, nationales, régionales et mondiales des différents acteurs du développement et à partir des demandes des droits des femmes. Cette lutte de longue haleine devrait faire l'objet d'une réinterprétation et être vastement communiquée afin de promouvoir des réponses alternatives à la crise.

Aujourd'hui, nous demandons des réactions holistiques à la crise systémique. Dans ce sens, nos propres efforts (parmi les mouvements et organisations de femmes) pour créer des discours alternatifs et avoir une influence sur le système international, devront se baser sur différents types de connaissances (informelles et formelles). Notre discours alternatif doit également se baser sur une approche holistique/transversale, en assurant un espace d'expression pour les groupes les plus exclus et en promouvant une transformation profonde du système en crise.⁶

L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

Copyright ©L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID), Octobre, 2009

Auteur: Karanina Sumeo

Coordination: Cecilia Alemany

Édition: Victoria Whitelaw

Traduction: Christine Blais

Édition: Elodie Martinez

Production: Michele Knab

Conception et disposition: Miriam Amaro (sicdos.org.mx)

⁵ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

⁶ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

Identité et situation géographique

Les nations des Îles du Pacifique visées dans ce document font partie des trois ethnies principales d'Océanie: la Polynésie, la Mélanésie et la Micronésie. Les nations des Îles sont : les Îles Cook, les Îles des Samoa américaines, les États fédérés de Micronésie, Fidji, la Polynésie française (Tahiti), la Guam, le Kiribati, les Îles Marshall, le Nauru, la Nouvelle-Calédonie, le Niue, les Mariannes du Nord, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle- Guinée (PNG), les Îles

de Pitcairn, le Samoa, les Îles Salomon, le Tokélaou, le Tonga, le Tuvalu, le Vanuatu, les îles Wallis et Futuna; tous sont membres du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (SPC). Hawaï ne fait pas partie du SPC bien que sa population indigène soit polynésienne. Les Îles sont dispersées dans l'océan Pacifique, comme le démontre la carte suivante:



(Mapquest, 2006)

Les zones économiques exclusives (ZEE) de ces pays couvrent collectivement environ 28 % du total des ZEE du monde (Secrétariat des communautés Pacifiques, 2008a). La région d'Océanie est donc importante pour la communauté mondiale au niveau économique, politique et environnemental.

On estime actuellement que l'ensemble de la population de ces pays est d'environ 10 millions, bien que ce chiffre pourrait en réalité être plus élevé, car certaines des statistiques employées dans ce calcul datent d'une dizaine d'années environ. La population de chaque pays varie de 1 200 à 6,6 millions de

personnes. Les femmes constituent 49 % de la population et les hommes 51 %. En tenant compte de la totalité de la population, 58 % ont entre 15 et 59 ans (SPC, 2009a).

1. Les défis dans un contexte de crise financière mondiale

Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), associés aux aspirations de la communauté du Pacifique qui souhaite une région paisible, prospère, de bonne gouvernance et démocratique, ainsi que la défense et la promotion des droits humains (SPC, 2009b), constituent les stratégies urgentes annoncées en réponse aux impacts de la récession mondiale pour les femmes du Pacifique. La crise économique a aggravé certains des combats partagés par les femmes de la région, mais elle a également engendré une reconsidération des attitudes traditionnelles qui ont freiné la voix des femmes, ainsi que leurs efforts pour améliorer leur sort, celui de leur communauté, de leur pays et de la région du Pacifique toute entière.

La plupart des pays des Îles du Pacifique sont un mélange de nations indépendantes et de territoires appartenant aux pays développés, à savoir la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. En raison de leur dépendance à l'égard de l'aide étrangère, les pays comme le Samoa, le Tonga, le Vanuatu, le Tuvalu, les Îles Salomon et la PNG sont directement affectés par l'impact que la crise fait subir aux pays donateurs, puisque ceux-ci pourraient effectuer des changements dans l'aide au crédit. Bien que la Nouvelle-Zélande ne soit pas un pays composé d'îles en développement, elle est considérée comme telle dans cet article, en raison de sa population polynésienne, qui est la plus vaste au monde. Une grande quantité de personnes provenant des Îles Cook, du Tokelauan et du Niuean y habitent, parfois plus qu'au sein même de ces pays. Elle possède également des liens très étroits avec le groupe d'Océanie au ni-

veau social, environnemental et politique. Les territoires français, tels que Tahiti et la Nouvelle-Calédonie, sont affectés par l'impact de la crise en France. De la même façon, les Îles Marshall, les États fédéraux de Micronésie et d'autres nations sont affectés par les politiques en vigueur aux États-Unis.

2. Discrimination et abus des droits humains

Selon le rapport d'Amnesty International 2009, plus la crise économique s'aggrave, plus l'exploitation et la violence physique faite aux femmes augmentent dans certains pays du regroupement Pacifique (Amnesty International, 2009). La prostitution des femmes tend également à augmenter dans les secteurs portuaires, où sont installées des compagnies forestières et dans les régions rurales où les femmes sont forcées ou encore incitées à s'enrôler dans le travail lié au sexe (Banque asiatique de développement 2008; Affaires du Pacifique en ligne, 2009; Vltchek, 2008). Par conséquent, il existe un plus grand risque d'exposition aux maladies sexuellement transmissibles. C'est un problème majeur pour les femmes; de nombreux pays ont besoin d'aide pour instaurer des services de base au niveau de la santé, de l'éducation et des services sociaux – des besoins dont l'intervention pourrait ne pas être considérée productive en période de crise économique.

Les réponses de certains gouvernements à l'égard de la crise économique ont également engendré une discrimination. Par exemple, le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a décidé en 2009 qu'il ne pourrait pas se permettre de s'occuper de l'écart des revenus entre les hommes et les femmes. C'est pourquoi il a dissous une division de l'un de ses départements qui avait été spécifiquement créé pour étudier et développer une politique s'adressant à l'iniquité des salaires entre hommes et femmes dans les secteurs publics et privés.

Ceci constitue un pas en arrière majeur dans la lutte vers l'équité salariale, en particulier pour les femmes dans les domaines du travail social, de l'éducation et des métiers administratifs, par exemple (Delahunty, 2009).

La réponse des Îles Fidji à la crise économique, qui souffre actuellement de la baisse du tourisme due à l'instabilité politique, s'est traduite par la diminution considérable de l'âge de retraite pour les fonctionnaires, qui est maintenant de 55 ans. Ce changement politique basé sur l'âge (Young, 2009) est discriminatoire et affecte un secteur important de l'emploi des femmes.

3. Crise mondiale - impact sur le terrain

De façon concrète, la crise continue d'affecter des individus et des familles de différentes et parfois multiples manières. Par exemple, les faibles salaires et les offres d'emploi limitées à l'étranger affectent la plupart des familles dans le Pacifique à cause de la diminution des transferts de fonds qui sont le résultat des pertes d'emplois et de la contraction économique dans les pays industrialisés d'accueil. Le Tonga est un exemple où les transferts de fonds constituent entre 55 % et 60 % du PIB (AusAID, 2009a). Le manque de revenus demande, dans de nombreuses familles et particulièrement dans les zones rurales, un effort supplémentaire pour les femmes, affectant leurs rôles quotidiens de pourvoyeuses de soins, de protectrices et de ravitailleuses, comme décrit dans l'exemple suivant:

Le village de Nasoni dans le Vunicuicui Labasa est l'un de ceux qui n'ont toujours pas d'électricité. Les communautés continuent à vivre dans l'obscurité, avec des bougies et des lampes au kérosène comme seule source de lumière durant la nuit. Les femmes de cette communauté emploient toujours des fers à repasser chauffés au charbon de bois ainsi que des lampes et des fourneaux au ké-

rosène. Avec l'augmentation des prix du carburant, la vie est très difficile pour la plupart de ces familles qui doivent se battre constamment (fem'LINKPACIFIC, p.16, 2009).

Permettre aux enfants de s'instruire est une aspiration importante pour les femmes, ainsi qu'un investissement essentiel pour les familles afin de les éloigner de la pauvreté. La réflexion d'un professeur met l'accent sur l'impact produit par ces périodes économiques difficiles sur l'éducation:

Nous avons remarqué beaucoup de changements cette année comparativement aux années précédentes. Le premier étant que l'acquittement des frais scolaires est très bas, en ce moment, 30 à 35 étudiants sont encore endettés et nous leur donnons le temps de rembourser tranquillement. Pour ce qui est de la nourriture que les enfants apportent à l'école, nous ne pouvons simplement pas les forcer à apporter des aliments sains, car ce qu'ils ont est tout ce que leurs parents ont pu trouver (fem'LINPACIFIC, p. 17, 2009).

Cet autre exemple exprime la réflexion d'une jeune femme illustrant l'impact de la récession sur ses pourvoyeurs de soins:

Mon père est le soutien financier de la famille, il est le seul à travailler, il n'y a donc pas assez pour tout le monde. La priorité de mes parents est de me permettre de faire des études plus poussées à Suva. Lorsque je suis à Suva, un problème me tracasse parce que, lorsque mon père m'envoie ses revenus pour que je puisse continuer mes études et les aider en retour, je sais que de son côté il cherche de quoi manger pour nourrir la famille, tout l'argent qu'il m'envoie est réservé à mon loyer. Parfois, je marche vers l'école et je sais que je dois résister au malaise jusqu'à ce que j'arrive, puis quand je reviens de l'école, je suis fatiguée et je vais me coucher sans manger (fem'LINPACIFIC, p.17, 2009)

La complexité de ce genre de situations endémiques, auxquelles il est difficile de trouver une solution, affecte particulièrement les filles, car les valeurs patriarcales de certaines communautés priorisent l'éducation des garçons au détriment de celle des filles lorsqu'un revenu supplémentaire est nécessaire (Pacific Business Online, 2009).

Les difficultés rencontrées par les femmes du Pacifique à équilibrer les engagements pris auprès des personnes à leur charge immédiate et les responsabilités collectives traditionnelles ou coutumières envers leurs communautés sont maintenant plus évidentes en raison de la crise économique. Les responsabilités traditionnelles consistent à contribuer financièrement et en nature (nourriture, hébergement, partage des terres, vêtements, expertise, soutien moral) aux membres de la famille élargie, aux réseaux entre les tribus, aux initiatives de l'église et aux projets du village qui dépassent les confessions religieuses. En parlant des Îles Fidji, Sabita Gandhi de la Poor Relief Society explique:

Bien que la pauvreté extrême passe généralement inaperçue dans les pays défavorisés comme Fidji, il y a des preuves irréfutables que les difficultés et la faim, non seulement existent, mais augmentent en raison des problèmes liés aux questions de propriété foncière et à l'insuffisance des ressources (y compris d'argent) pour répondre aux besoins fondamentaux du ménage, et/ou aux engagements coutumiers envers la famille élargie, la communauté du village et/ou l'église. (fem'LINPACIFIC, p.17, 2009).

Pour ce qui est des services sociaux informels, « la donation culturelle » est une sorte de filet protecteur pour la société dans les communautés du Pacifique, puisque des locaux procurent des services sociaux de base, tels que la santé et l'éducation (formels et informels) grâce à des donations au sein des églises. La diminution des donations due à la crise affecte les services que les communautés en-

treignent conjointement de façon informelle avec le gouvernement (Banque asiatique de développement, 2008).

La recherche d'emploi a entraîné l'augmentation du nombre de ménages dirigés par des femmes au Kiribati, en particulier parce que les hommes cherchent des emplois sur des bateaux de pêche et sont donc absents de leur foyer. La croissante dépendance des familles à l'égard des femmes devient plus profonde quand de telles séparations deviennent permanentes, ou quand les revenus familiaux n'augmentent pas (Banque asiatique de développement, 2008).

La crise mondiale a également affecté les femmes du secteur informel, comme le décrit le commentaire suivant de Kiran, un fournisseur du marché de Ba:

Nous souhaitons l'abondance, mais nous ne pouvons l'avoir parce que les temps sont très durs. Ces temps-ci, les gens n'ont pas d'argent et vendent à très bon marché, parfois nous vendons au prix coûtant et parfois à perte. Il est impossible de gagner l'argent dont nous avons besoin. Les gens dépensaient avant, maintenant quand ils ont de l'argent, ils ne peuvent pas se permettre d'acheter. Ils ne peuvent pas dépenser et nous, nous n'arrivons pas à gagner de l'argent (fem'LINKPACIFIC, p.16, 2009).

En ce qui concerne les femmes d'affaires, la crise mondiale, alors qu'elle restreint l'accès au financement, réaffirme l'importance de l'indépendance et de l'innovation, particulièrement en utilisant les atouts des communautés Pacifiques existants. Le travail d'Oxfam en collaboration avec les communautés du Pacifique encourage la génération de revenus au sein des communautés rurales et aide à atténuer la dépendance envers les transferts de fonds, ainsi que de freiner l'exode rural des populations vers les centres urbains (Oxfam International, 2009). Le soutien des organisations comme Oxfam, qui aide à relier le bu-

business du Pacifique aux marchés d'outremer, en particulier avec les partenaires du commerce équitable, est important pour les femmes d'affaires du Pacifique. Au Samoa, par exemple, l'organisation Women in Business Development Incorporated, avec l'assistance d'Oxfam, a établi une collaboration avec la chaîne Body Shop, qui vend maintenant des produits confectionnés au Samoa dans ses magasins internationaux (New Zealand Pacific Business Council, 2009; Oxfam New Zealand, 2009). Sans aucun doute, les arrangements commerciaux existants et en développement entre les pays du Pacifique et les partenaires plus puissants constituent une aide significative pour les femmes afin de traverser et surmonter la crise financière.

4. Viabilité économique

Le principal bénéfice qu'accorde la sécurité sociale au sein de nombreux pays des Îles est la pension, qui représente un mince filet de protection financière pour aider les femmes qui ont perdu leur emploi ou qui ne travaillent pas. La tendance de la population à migrer vers les régions urbaines dans le but de trouver un emploi, rend les gens dépendants d'un revenu pour répondre à leurs besoins quotidiens. Par contre, en temps de récession, le secteur informel croît, car malgré des revenus plus limités, la « classe moyenne » engage des femmes pour les remplacer dans leurs rôles habituels de donneuses de soins, de couturières, de jardinières, etc.. Une autre voie génératrice de revenus est l'agriculture. Ici, les femmes qui ont accès à une terre et/ou qui en possèdent une ont un atout pour subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles lorsqu'il n'y a pas de revenu alternatif.

Les prix croissants du carburant et de la nourriture importée, en particulier du riz qui est l'aliment de base de plusieurs communautés du Pacifique, a donné lieu à ce que plusieurs leaders du Pacifique encouragent leurs popu-

lations à cultiver leurs propres aliments, tels que le taro, le manioc, les fruits à pain et les pommes de terre douces (Singh, 2008; SPC, 2008). Les Îles Fidji ont également récemment lancé la campagne « Plant Five a Day » qui a pour but d'encourager les gens à entretenir des jardins (SPC, 2008). Au Sommet mondial de l'alimentation à Rome, en 2008, les chefs des pays du Pacifique ont demandé aux pays donateurs de se recentrer sur le soutien à l'agriculture comme une garantie pour la sécurité alimentaire, afin de lutter contre la dépendance à l'égard des aliments achetés à l'étranger, et de minimiser la consommation de produits bon marché qui dégradent la santé. L'Australie a reconnu l'importance de l'agriculture et du développement rural dans son budget destiné à l'aide en 2009 (AusAID, 2009b).

On prévoit, d'en l'entièreté de la région du Pacifique, que le revenu gouvernemental baissera, nécessitant une rationalisation des dépenses. L'AusAID estime que les pays les plus vulnérables seront ceux qui n'accordent pas la priorité aux dépenses de santé de base, d'éducation, d'ordre public et à d'entretien de l'infrastructure de l'économie nationale (2009a). Le budget 2009 du Samoa (Ilialio, 2009) montre des coupures considérables dans le financement pour la santé et l'éducation, tous deux des domaines d'importance cruciale, non seulement pour l'emploi des femmes, mais également pour le droit aux services. De plus, les fonds de placement de pays comme le Kiribati, le Nauru, le Tuvalu et les États du Nord perdent de la valeur depuis 2008, des fonds qui procurent des revenus plus que nécessaires (AusAID, 2009a).

5. L'impact des initiatives de stimulation sur les femmes

Les réponses des gouvernements face à la crise provoquent des impacts variés sur les femmes du Pacifique. Au Samoa, par exemple, le gouvernement est intervenu auprès du

plus important employeur du pays, dans le but de sauver des emplois, dont un bon nombre est occupé par des femmes (Samoa Observer, 2009). La réponse des Îles Fidji face à la crise financière a conduit à une dévaluation de la monnaie de 20 %, dans l'espoir d'accroître le tourisme et d'attirer les investisseurs, deux mesures qui pourraient soutenir l'emploi chez les femmes au sein des secteurs connexes.

Cependant, en 2009, le programme d'aide de la Nouvelle-Zélande à la région du Pacifique a redirigé son attention, qui portait sur l'élimination de la pauvreté, vers la viabilité économique afin d'aligner son programme d'aide aux intérêts de ses politiques étrangères, en particulier le commerce et le tourisme. Par conséquent, les ONG se sont orientées sur les progrès déjà obtenus dans la région du Pacifique en ce qui concerne l'élimination de la pauvreté et l'égalité des genres. Ce changement de cap bénéficie en premier lieu les intérêts des donateurs et non ceux des bénéficiaires (Radio New Zealand International, 2009; Julian, 2009).

Les restrictions au sein des services publics affectent les femmes de par la région. La diminution des dépenses dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux menace le bien-être et la prospérité des femmes, ainsi que celle de leurs familles, en tant que travailleurs individuels et communautaires. La contraction des dépenses vers les services publics en Nouvelle-Zélande s'est traduite, par exemple, par des réductions considérables de personnel au sein du secteur public, dont les postes de service au public (de premier contact). Les femmes sont actuellement très présentes dans la direction et la gouvernance de ces postes; cependant, cette tendance pourrait maintenant s'inverser. Cela dit, les femmes seront bénéficiaires des mesures de stimulation pour encourager le tourisme, le commerce et les secteurs connexes.

6. La perspective de l'égalité des genres dans les mesures de stimulation et les interventions

Bien qu'il n'y ait actuellement aucun signe évident qui démontre que les plans de relance dans le Pacifique ont été soumis à une analyse de genre pour assurer que les bénéficiaires ne sont pas discriminatoires, les efforts se multiplient.

La région du Pacifique détient le plus faible taux mondial de participation féminine au Parlement (Pacific Island Forum Secretariat, 2009). La crise mondiale a permis aux pays de concevoir la gouvernance sous un autre angle de manière à optimiser les atouts, les capacités et l'expertise des femmes. Avec le temps, la prise de conscience croissante des violations des droits humains dans la région, tel que surligné par les organisations de femmes et les agences donatrices, a motivé certains gouvernements à dénoncer la sous-représentation féminine au niveau de la gouvernance. AusAID maintient son attention sur l'inégalité des genres dans la région du Pacifique, l'organisation offre un soutien au développement du leadership des femmes aux niveaux local, national et régional (AusAID, 2009b).

Des groupes de femmes dans la région du Pacifique réclament une inclusion importante des perspectives des femmes dans le développement de politiques stratégiques, dans les budgets et dans les plans d'action face à la crise mondiale (SPC, 2009c; SPC 2009d). En mai 2009, le SPC a tenu une réunion avec ses pays membres dans le but de déterminer les capacités d'intégration de l'égalité des genres au sein de tous les niveaux d'emploi auprès des gouvernements de la région du Pacifique. Le besoin de considérer l'intégration de l'égalité des genres a été adopté lors de la 10e réunion triennale des femmes de la région du Pacifique en 2007 (SPC, 2009d). Selon Treva Braun, conseillère sur l'égalité des genres:

Lorsqu'elles (les femmes) se voient octroyer des opportunités égales de contribuer au sein de leur communauté et de leur société, tout le monde en tire les bienfaits. En investissant dans les femmes et les hommes, non seulement les ressources d'un pays sont optimisées, mais cela encourage également les sociétés à devenir plus fortes, plus saines et plus sûres au niveau économique (SPC, 2009d).

De nombreuses initiatives de stimulation pour la région du Pacifique prévoient le développement d'infrastructures, dans le but de faciliter, essentiellement, la circulation des biens et des services au sein des pays et pour le commerce. Cependant, les femmes tendent à être sous représentées dans les secteurs de la construction et de l'infrastructure, une approche sensible aux genres dans les mesures de stimulation est donc nécessaire.

Les mesures en Nouvelle-Zélande ont visé à maintenir les emplois en créant des heures de travail plus flexibles. Cela peut être confortable pour certains, mais la Commission des droits humains a remarqué que les heures flexibles au travail désavantagent les femmes qui ont un faible revenu, car elles ont en fait besoin de plus d'heures pour arriver à subvenir à leurs besoins (Human Rights Commission, 2009).

Restreindre l'accès aux marchés du travail d'outremers pour les migrants affectera probablement les femmes du Pacifique qui ont un visa de travail temporaire en tant que donneses de soins ou infirmières dans le secteur de la santé. Le plan Australia's and New Zealand's Recognised Seasonal Employment (RSE) vise principalement les secteurs de l'horticulture et de la viticulture, concernant un très grand nombre d'hommes du Pacifique. Ceci crée des inquiétudes face à l'égalité des opportunités pour les femmes. Les restrictions des plans du RSE dues à la crise financière posent des barrières à l'inclusion d'occupations que les femmes du Pacifique pourraient être plus aptes à prendre en charge.

7. Les défis afin de soutenir les femmes du Pacifique face à la crise mondiale

Les changements climatiques

La qualité de l'environnement physique du Pacifique est liée de très près à la santé et au bien-être des femmes. Dans la région du Pacifique, la nourriture, les abris, la sécurité et la prospérité à long terme sont avant tout reliés à l'environnement, et ce, autant pour les gens qui vivent de l'exploitation agricole, que de la mer ou d'un salaire (fem'LINKPACIFIC, 2009). L'impact des changements climatiques est peut-être encore plus important que celui de la crise financière et rend certainement les choses encore plus difficiles, spécialement pour les femmes et les familles du Kiribati, du Tokelau, des Îles Marshall et du Tuvalu. Les niveaux de la mer montent et engloutissent les terres et les espaces de vie, contaminant les sources d'eau, inondant les jardins et créant d'autres conséquences. Certaines récoltes de racines ne peuvent plus être effectuées en raison de niveaux plus élevés de la mer (fem'LINKPACIFIC, 2009). Les changements climatiques pressent les femmes et leur famille vivant sur les Îles touchées à chercher un emploi et un nouvel endroit où habiter en permanence (Banque asiatique de développement, 2008).

La gestion durable des ressources

A l'échelle régionale, la pauvreté, la corruption et la dépendance à l'aide rendent la terre et les ressources naturelles du Pacifique, ainsi que sa population elle-même, extrêmement vulnérables à l'exploitation des multinationales et des nations du Nord (Waring in Barlow, Bello, Cassen, George, Kagarlitsky, Keet, Ki-Zerbo, Loach, Petrella, Rodriguez, Toussaint, Traoré, Vaneigem, Wallerstein, Waring & Ziegler, 2007). La destruction actuelle et à long terme de la vie des femmes à cause de ces aspects là, pourrait représenter un problème plus grave que la crise financière mondiale en soi.

Alors que la région est riche en minéraux, en forêts et en produits de la mer, les pays eux-mêmes n'en bénéficient que très peu si l'on compare avec les compagnies qui extraient et utilisent ces ressources (UNDP, 2009; Vltchek, 2008). La population locale de la PNG, par exemple, continue à lutter contre l'exploitation minière forcée et non durable des compagnies étrangères et de leur propre gouvernement. Les habitants locaux ne touchent que 3 % des droits (Yakham, 2009). Dans les Îles du Salomon, on estime que les habitants locaux ne voient qu'environ 1 % des recettes provenant de l'abattage (Vltchek, 2008). Avec l'abus des ressources vient aussi l'exploitation humaine. La présence de compagnies étrangères a occasionné une augmentation de la prostitution des enfants, garçons et filles (Vltchek, 2008).

En PNG, les pratiques d'exploitation comprennent la destruction par le feu de villages appartenant à ceux qui s'opposent à l'exploitation minière, c'est ce qui s'est d'ailleurs produit en avril 2009 (Catalinotto, 2009). L'impact sur les ressources en eau, l'épuisement et l'empoisonnement des terres, le déplacement des populations, la perte d'hommes qui travaillent dans les mines comparativement à ceux qui travaillent dans le domaine agricole ou dans d'autres secteurs et la dépendance économique grandissante pour l'achat de nourriture et d'autres biens; tous ces aspects viennent s'ajouter au stress des femmes qui continuent à faire de leur mieux pour prendre soin de leur famille, qui est leur priorité. Il est d'usage courant en PNG d'exclure les femmes propriétaires de terres de la majorité des instances de prises de décisions sur l'utilisation des terres pour des projets miniers, limitant ainsi davantage les capacités des femmes à protéger leurs intérêts et leurs immobilisations (Fonseca, 2004). Un mouvement politique grandissant visant à diminuer l'autorité du gouvernement de la PNG sur les terres et d'ainsi redonner le pouvoir aux propriétaires (Yakham, 2009), pourrait aider les femmes de la PNG à renverser la destruction actuelle.

Les nations insulaires se tournent vers les pays développés – ceux qui sont responsables du réchauffement de la planète – afin qu'ils répondent de leurs actes et qu'ils offrent l'assistance technique pour aider les populations à gérer les impacts du changement climatique (SPC, 2009e).

L'accès aux services de base

L'accès des femmes aux services de base est essentiel pour les aider à gérer les impacts de la récession mondiale et devrait être considéré un besoin primaire; ces services comprennent l'eau courante potable, des services de santé de qualité abordables, la contraception, la sécurité lors de désastres naturels - qui sont fréquents sur les Îles - et la possibilité d'être propriétaire et d'entretenir une terre pour subvenir aux besoins des familles et recevoir un revenu.

L'emploi, l'éducation et la formation pour les jeunes

L'une des plus grosses faiblesses de la région pourrait être l'incapacité à créer des emplois pour la vaste population de jeunes, une tendance qui s'aggrave puisque de plus en plus ils quittent l'école sans opportunités d'emploi. Environ 19,6 % de la population totale de la région du Pacifique est âgée de 15 à 24 ans et 16,6 % se situe entre 0 et 14 ans (SPC, 2009a). En raison de la récession mondiale, la migration vers des pays plus développés est limitée à cause des coûts encourus, des compétences limitées et des équivalences scolaires.

La qualité de l'éducation et les équivalences scolaires sont les raisons pour lesquelles autant de personnes ne travaillent pas. L'accès à l'assistance financière pour l'éducation est encore plus important en temps de récession, cette assistance doit bénéficier, entre autres, les écoles, les programmes basés sur la communauté, les formations professionnelles et les



études tertiaires. La réussite au niveau tertiaire et l'alignement / pertinence de cet enseignement avec les normes et les besoins des pays étrangers constituent les obstacles principaux pour les femmes (ADB, 2008). Affronter la concurrence internationale dans l'emploi et les possibilités d'études - étant donné que les marchés extérieurs sont déjà inondés par les compétences et l'expertise - est un obstacle particulièrement important pour les femmes.

Cet article a exposé certains des défis majeurs face auxquels les femmes de la région

du Pacifique (les jeunes femmes, celles des milieux urbain et rural, les professionnelles, les entrepreneures et les mères au foyer) sont confrontées dans le cadre de la crise mondiale. La Commission Stiglitz et le Sommet du G20 n'exposent pas clairement la manière dont une réserve financière internationale, des mécanismes de contrôle ou des initiatives de commerce international pourraient aider les femmes des petites îles à traverser la crise financière. En outre, des questions se posent également quant à savoir quand, comment et dans quelle mesure l'aide financière sera acheminée.

Références

- Amnesty International (2009) Rapport de l'Amnesty International 2009 : The state of the world's human rights. Londres : Amnesty International.
- Banque asiatique de développement (2008) Kiribati Social and Economic Report 2008. Managing development risk. Philippines : Banque asiatique de développement
- AusAID (2009a) « How is the Global Recession going to affect the Pacific and East Timor? » disponible à <http://www.ausaid.gov.au/makediff/gecpacific.cfm> Consulté le 5 juin 2009.
- AusAID (2009b) « Analyse : Budget pour l'aide 2009/2010 ». Disponible à <http://www.micahchallenge.org.au/assets/pdf/Budget-Analysis-final-2009.pdf> Consulté le 9 juin 2009.
- Catalinotto, J. (2009) « Papua New Guinea's Indigenous people v. Barrick Gold » 16 juin 2009, disponible à http://www.workers.org/2009/world/papua_new_guinea_0611/ Consulté le 19 juin 2009.
- Delahunty, C. (2009) « Government doesn't care about women » 14 mai 2009, disponible à <http://www.greens.org.nz/node/21165> Consulté le 5 juin 2009.
- fem'LINKPACIFIC (2009) Women, Peace and Human Security Quarterly Report: Ensuring Women's Full and Effective Participation in defining peace and human security. Fiji: fem'LINKPACIFIC.
- Ilalio, M. H (2009) « Education, health cut in Samoa budget proposal » Samoan Observer, disponible à <http://pidp.eastwestcenter.org/pireport/2009/June/06-01-05.htm> Consulté le 15 juin 2009.
- Julian, R. (2009) « Don't corrupt aid » UNIFEM : Nouvelle-Zélande, disponible à <http://unifem.org.nz> Consulté le 5 juin 2009.
- Mapquest (2006) http://go.hrw.com/atlas/norm_htm/oceania.htm Consulté le 9 juin 2009.
- Commission des droits humains (2009) « Double whammy for women in recession » Communiqué de presse : Commission des droits humains, disponible à <http://www.scoop.co.nz/stories/PO0903/S00064.htm> Consulter le 5 juin 2009.
- New Zealand Pacific Business Council (2009) « Samoa coconut oil Body Shop products available soon » disponible à http://www.nzpbc.co.nz/index.php?option=com_content&view=article&id=328:samoan-coconut-oil-body-shop-products-available-soon-&catid=9:samoan-news&Itemid=44 Consulté le 5 juin 2009.

Oxfam International (2009) « Organic farming in Samoa : Women in Business Development Incorporated » disponible à <http://www.oxfam.org/es/development/samoa-organic-farming-and-fair-trade> Consulté le 2 octobre 2009.

Oxfam New Zealand (2009) « Towards a safer, fairer and more sustainable world : New Zealand's role » disponible à http://www.oxfam.org.nz/resources/oxfam%20briefing%20to%20mps%20_%20march%202009.pdf Consulté le 2 octobre 2009.

Affaires Pacifiques en ligne (2009) « Poor women in Fiji forced into prostitution » disponible à <http://pacificbusinessonline.com/fiji/story/13811/poor-women-fiji-%E2%80%99forced-prostitution%E2%80%99> Consulté le 5 juin 2009.

Radio New Zealand International (2009) « Concerns over NZ govt moves to changes focus of NZAID » disponible à <http://www.rnzi.com/pages/news.php?op=read&id=45236> Consulté le 30 mai 2009.

Samoa Observer (2009) « Samoa auto parts company hires back workers » disponible à <http://pidp.eastwestcenter.org/pireport//2009/April/04-03-08.htm> Consulté le 15 juin 2009.

Secrétariat général pour la communauté du Pacifique (2009a) « Pacific Islands populations - Estimates and projections of demographic indicators for selected years » disponible à http://www.spc.int/sdp/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=28&Itemid=42 Consulté le 15 juin 2009.

Secrétariat général pour la communauté du Pacifique (2009b) « Vision statement » disponible à <http://www.forumsec.org.fj/pages.cfm/about-us/vision-statement/> (Consulté le 15 juin 2009).

Secrétariat général pour la communauté du Pacifique (2009c) « Pacific voices heard on financial and climate change crises » disponible à http://www.spc.int/hdp/index.php?option=com_content&task=view&id=72 Consulté le 18 juin 2009.

Secrétariat général pour la communauté du Pacifique (2009d) « Regional stocktake of government gender mainstreaming capacity launched » disponible à http://www.spc.int/corp/index.php?option=com_content&task=view&id=382&Itemid=1 Consulté le 15 juin 2009.

Secrétariat général pour la communauté du Pacifique (2009e) « Adaptation is also a priority for the Pacific at the UNFCCC talks in Bonn » disponible à http://www.spc.int/corp/index.php?option=com_content&task=view&id=388&Itemid=1 Consulté le 15 juin 2009.

Secrétariat général pour la communauté du Pacifique (2008) « Sommet sur la nourriture de Rome » disponible à http://www.spc.int/corp/index.php?option=com_content&task=view&id=236&Itemid=1 Consulté le 15 juin 2009.

Singh, SD. (2008) « South Pacific: Food Crisis, An Opportunity For Change? » IPS News, 12 juin 2009, disponible à <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=42754> Consulté le 5 juin 2009.

Programme de développement des Nations Unies (2009) « Environment and Energy for Sustainable Development » disponible à <http://www.undp.org.pg/ee.html> Consulté le 19 juin 2009.

Vltchek, A. (2008) « Paradise lost - Logging and the environmental and social destruction of the Solomon Islands ». The Asia Pacific Journal : Japan Focus disponible à <http://www.japanfocus.org/-Andre-Vltchek/2770> consulté le 19 juin 2009.

Waring, M. (2007). The South Pacific and the Antarctica: a region under threat. Dans M. Barlow, W. Bello, B. Casen, S. George, B. Kagarlitsky, D. Keet, J. Ki-Zerbo, K. Loach, R. Petrella, F. Rodriguez, É. Toussaint, A. Traoré, R. Vaneigem, I. Wallerstein, M. Waring, J. Ziegler (Eds.), *Voix rebelles du monde – Rebel voices of the world* (pp. 284 – 325). France. % attac-04/HB.

Yakam, H. (2009) « Support for giving land ownership to PNG's people » Papua New Guinea Post-Courier disponible à <http://pidp.eastwestcenter.org/pireport/2009/June/06-02-com.htm> Consulté le 19 juin 2009.

Young, A. (2009) « Fiji slashes retirement age in bid to cut costs » New Zealand Herald, 17 avril 2009 disponible à http://www.nzherald.co.nz/pacific-islands-forum/news/article.cfm?o_id=600576&objectid=10567012 Consulté le 5 juin 2009.

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

ARTICLES SOUS-RÉGIONAUX

Article 1 Amérique latine

Les impacts de la crise économique sur l'égalité des genres.

Par Alma Espino et Norma Sanchís

Article 2 Caraïbes

L'impact de la crise économique sur les femmes dans les Caraïbes.

Par Rhoda Reddock et Juliana S. Foster

Article 3 Asie

L'impact de la crise économique sur les femmes dans l'Asie en développement.

Par Jayati Ghosh

Article 4 Îles du Pacifique

L'impact de la crise économique mondiale sur les femmes des Îles du Pacifique: un aperçu.

Par Karanina Sumeo

Article 5 Asie Centrale

L'impact de la crise économique sur les femmes en Asie Centrale.

Par Nurgul Djanaeva

Article 6 Afrique de l'Ouest

La crise financière mondiale et les femmes en Afrique de l'Ouest: Le développement des impacts et les politiques de réponse

Par Dzodzi Tsikata

Article 7 Europe de l'Ouest

L'impact de la crise financière sur les femmes en Europe de l'Ouest.

Par Wendy Harcourt

Article 8 Europe Centrale et de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes d'Europe Centrale et de l'Est

Par Ewa Charkiewicz

Article 9 États-Unis d'Amérique

L'impact de la crise économique sur les femmes aux États-Unis

Par Rania Antonopoulos et Taun Toay

Article 10 Afrique de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes en Afrique de l'Est.

Par Zo Randriamaro